

10. De leur côté, les pays qui connaissent des excédents considérables devraient contribuer au processus d'ajustement par une croissance soutenue et non inflationniste de la demande intérieure accompagnée d'une réforme structurelle permettant d'améliorer les conditions sous-jacentes de croissance et d'ajustement et d'encourager une plus grande part d'investissement par rapport à l'épargne.

11. On prévoit que les besoins en investissements à l'échelle internationale augmenteront dans les prochaines années, surtout en Europe centrale et en Europe de l'Est et dans les pays en développement qui entreprennent de réformer leurs marchés, de même que dans certains pays industrialisés. Pour répondre à ces besoins, les pays industrialisés autant que les pays en développement devraient encourager l'épargne et, parallèlement, décourager la désépargne.

12. La restructuration des économies de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est en fonction des marchés devrait en stimuler la croissance et en favoriser l'intégration à l'économie mondiale. Nous appuyons ces changements et voulons assurer que cette transformation difficile contribuera à la croissance et à la stabilité globales.

13. Au sein de la Communauté européenne, le système monétaire européen mènera à un haut degré de convergence et de stabilité économiques. Nous nous félicitons de la décision de la Communauté de lancer une Conférence intergouvernementale sur l'union économique et monétaire et d'entamer le premier stade de cette union. Durant ce premier stade, la surveillance et la coordination plus étroites des politiques économiques et monétaires seront un facteur de croissance non-inflationniste et aideront à renforcer le système économique international.

14. Nous nous réjouissons à l'idée de l'unification de l'Allemagne en une démocratie pleinement souveraine exempte de contraintes discriminatoires. L'union économique, monétaire et sociale de l'Allemagne viendra appuyer la croissance non-inflationniste à l'échelle mondiale et la réduction des déséquilibres extérieurs. Elle suscitera aussi des développements économiques positifs en Europe centrale et en Europe de l'Est.

15. Nous faisons appel aux pays membres du Fonds monétaire international (FMI) pour qu'ils respectent la décision prise, lors de la Neuvième révision générale des quotes-parts, d'augmenter celles-ci de 50 p. 100 et de raffermir la stratégie en matière d'arrérages.